
Toute la terre aux deux peuples

Théo Klein

En 1986, Théo Klein, alors président du Conseil représentatif des Institutions juives de France (CRIF), avait engagé un dialogue avec Hamadi Essid à l'époque directeur de la Ligue des Etats arabes à Paris, qui ne devait plus s'arrêter jusqu'à la mort de Hamadi Essid en 1991. Un livre commun¹ est né de ce dialogue ainsi qu'une amitié profonde entre les deux hommes qui, peu à peu, ont appris chacun à mieux comprendre l'autre. Ils ont ainsi contribué à construire la paix israélo-arabe alors hésitante.

Afin de continuer ce dialogue auquel Confluences Méditerranée a toujours servi de support, nous voulions organiser une rencontre entre Leïla Shahid, représentante de l'OLP en France, et Théo Klein. Des questions d'emploi du temps de part et d'autre ont momentanément empêché cette rencontre. Ce n'est que partie remise. Il fallait cependant que la voix de Théo Klein qui a, depuis longtemps, alors même qu'il était président du CRIF, plaidé pour une paix négociée tout en rappelant haut et fort ses convictions sionistes, s'exprime dans ce numéro. Et pour que le dialogue ne soit pas complètement absent, nous avons utilisé certaines des interventions de Leïla Shahid lors d'un débat organisé le 18 octobre 1993 au Cercle Bernard Lazare à Paris, avec Avraham Rozenkier, représentant du MAPAM en Europe.

— Vous avez publié, en 1988, un livre écrit en commun avec Hamadi Essid¹. Vous disiez: "Il faut que les Juifs et les Arabes qui sont en dehors de ce conflit fassent un effort de reconnaissance mutuelle et de dialogue" et vous posiez à Hamadi Essid la question de la légitimité de l'Etat d'Israël au-delà de sa reconnaissance de facto. Est-ce que depuis les accords d'Oslo, vous avez l'impression que cette reconnaissance de légitimité a progressé, des deux côtés?

Il paraît assez évident que la légitimité de l'Etat d'Israël ne sera pleinement reconnue par l'OLP en tant que telle que lorsque certaines parties de sa Charte qui vont totalement à l'encontre de la reconnaissance d'Israël auront été supprimées. Or il semble que Yasser Arafat ne soit pas encore en mesure de réunir une assemblée compétente pour modifier la Charte, faute peut-être d'une majorité suffisante; la reconnaissance de la légitimité est dans la logique des accords d'Oslo et, je l'espère, dans la logique de ce qui va se passer mais dire que, juridiquement, la reconnaissance de la légitimité d'Israël a été faite par l'OLP en tant que telle, cela me paraît discutable.

En ce qui concerne la reconnaissance par les autres pays arabes, je crois nécessaire d'abord de rappeler qu'aucun d'entre eux, à l'exception de l'Egypte, n'a reconnu l'Etat d'Israël. Pour que cela se fasse, il faut une reconnaissance *de jure* qui, seule, permet l'établissement de relations diplomatiques normales. On ne peut pas accréditer un ambassadeur auprès d'un Etat qui ne reconnaît qu'une situation de fait. Cela serait contraire à la logique du droit international public. Mais il y a une différence entre l'attitude des pays arabes et celle du Roi du Maroc qui reçoit très officiellement le Premier ministre d'Israël et le ministre des Affaires étrangères ou celle de la Tunisie qui reçoit des ministres israéliens. Dans ces deux cas, il y a une reconnaissance implicite. Cette reconnaissance officielle est une étape absolument indispensable, à la fois pour que les tensions soient vraiment maîtrisées et aussi pour qu'en Israël, ceux qui ont des craintes et des doutes ou s'opposent aux accords puissent être mieux combattus ou mieux convaincus.

— *Pensez-vous que la reconnaissance de l'entité palestinienne ait progressé au sein des communautés juives?*

Les communautés juives ont généralement adopté une attitude consistant à accepter, par principe, la légitimité du gouvernement d'Israël et le caractère démocratique de son gouvernement. Dans cette perspective, elles ont estimé qu'elles n'avaient pas à se prononcer sur la politique israélienne puisqu'elles ne sont pas composées de citoyens israéliens. La tendance générale a donc toujours été de considérer comme légitime et valable la politique du gouvernement en place. Alors il est vrai qu'après avoir soutenu, de cette façon, pendant tant d'années, la politique des gouvernements animés notamment par la droite, sauf une courte période où Shimon Pérès était chef d'un gouvernement de coalition, il a fallu faire un certain effort pour s'adapter à ce qui s'est passé le 13 septembre avec, en particulier, cette poignée de main entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat. Je pense que la logique de la solidarité à l'égard d'Israël et de sa politique doit conduire, petit à petit, les communautés juives à une attitude positive.

Je sais qu'il y a, actuellement, des représentants du Likoud (entre

autres Yitzhak Shamir) qui demandent aux juifs américains de combattre la politique menée par Yitzhak Rabin. C'est assez paradoxal quand on se souvient que le même Yitzhak Shamir — alors Premier ministre — s'étonnait, par exemple, de ce que je puisse me permettre d'avoir des appréciations divergentes des siennes. A cette époque, Yitzhak Shamir insistait beaucoup sur la nécessité pour les communautés juives d'appuyer le gouvernement d'Israël. Il me paraît difficile qu'aujourd'hui il vienne tenir un langage différent. Evidemment, on peut toujours dire: "*La patrie est en danger*"; mais on peut aussi poser cette question autrement, comme je le fais: la patrie n'était-elle pas encore plus en danger avec la politique qu'il menait lorsqu'il était Premier ministre? Et je suis tenté de répondre qu'elle était en danger avec lui, alors qu'elle ne l'est plus avec Yitzhak Rabin. J'ai toujours estimé que j'avais la liberté de m'exprimer sur la politique du gouvernement d'Israël. Je reconnais la même liberté à ceux qui combattent la politique de l'actuel chef du gouvernement israélien, mais Il faut être logique avec soi-même.

— *Jean Kahn, le président du CRIF, dans ce même numéro de Confluences, a indiqué qu'il effectuait, en ce moment, une tournée en France pour convaincre la communauté juive de la nécessité des accords de paix. J'ai été un peu surprise par son langage, sachant qu'un tout autre langage était tenu il y a encore quelques mois, notamment par rapport à l'OLP. D'ailleurs, lui-même a parlé de virage en épingle à cheveux. N'êtes-vous pas un peu étonné par ce retournement?*

Je crois savoir que Jean Kahn, qui est mon successeur à la tête du CRIF, considérait qu'en tant que président du CRIF, il n'avait pas à exprimer d'opinions personnelles parce qu'il était à la tête d'une organisation dans laquelle toutes les opinions étaient représentées. Il s'en tient donc strictement à une attitude de soutien au gouvernement légitime d'Israël: il a soutenu la politique de Yitzhak Shamir sans défaillance et il soutient aujourd'hui celle de Yitzhak Rabin. Il y a là une certaine logique.

— *Vous avez parlé de la Charte de l'OLP. Leïla Shahid, interrogée sur ce point au Cercle Bernard Lazare le 18 octobre dernier, répondait: "La charte est caduque" et "elle sera définitivement modifiée au moment du retrait des troupes israéliennes. Nous négocions, disait-elle, dans des conditions particulières, en dehors de tout retrait de l'armée qui fait face à une population civile". Qu'en pensez-vous?*

Une Charte qui engage une organisation et qui ne peut être modifiée que dans certaines circonstances précisées par la Charte elle-même, ne peut pas être considérée comme caduque simplement parce qu'une personnalité (même aussi prestigieuse que Yasser Arafat), l'a déclaré en 1989 pour faire plaisir au président de la République française — qui

avait peut-être été un peu léger dans son invitation ou dans la forme donnée à cette invitation.

Juridiquement, une telle déclaration ne signifie rien. La Charte existe. C'est comme si, demain, le président de la République allait dire quelque part, à propos de tel ou tel article de la Constitution: "Il est caduc". La Constitution n'est révisée que lorsque l'on a respecté les règles de procédure prévues à cet effet. Ceci dit, je ne suis pas forcément sceptique sur la volonté des Palestiniens d'abandonner la Charte ni sur le fait que le processus engagé doit normalement entraîner cette suppression. Je crains seulement que, pour un certain nombre de raisons, le président de l'OLP n'ait pas, aujourd'hui, la possibilité de convoquer l'assemblée compétente pour supprimer des articles de la Charte ou l'abandonner.

— Vous étiez en Israël il y a quelques jours. Quelles impressions avez-vous eu notamment à propos des réactions de la population israélienne au processus de paix? Revenez-vous optimiste ou pessimiste?

J'en reviens très fortement optimiste. Si vous lisez des extraits de la presse israélienne, vous remarquerez que les différents sondages ont montré une progression assez nette dans l'opinion publique en faveur des accords. Ceci étant, l'opinion israélienne est très sensible aux fluctuations de la conjoncture et tout particulièrement, bien sûr, aux actes terroristes. Il est difficile pour le simple citoyen de toujours faire l'effort de réflexion nécessaire pour maîtriser son émotion en fonction d'une analyse politique. Chaque fois qu'il y a, dans les médias, la photo d'un soldat poignardé, les gens réagissent aussitôt parce qu'Israël finalement est une grande famille où les gens se connaissent ou sont relativement proches. Ils ne font pas toujours la différence entre un acte terroriste individuel et un acte terroriste qui s'inscrirait dans une certaine politique. Il me semble que les actes terroristes actuels sont des actes individuels et qu'ils ne doivent donc pas provoquer de réactions négatives à l'égard du processus. Mais il est vrai que la multiplication d'actes de ce genre risque de provoquer des réactions dans l'opinion publique israélienne. Mais, dans l'ensemble, j'ai l'impression que cette opinion est très largement favorable au processus.

L'Intifada a tout de même eu ce résultat, qui rendait d'ailleurs la politique de Yitzhak Shamir encore plus ridicule, d'avoir rétabli, à peu de choses près, les frontières de 1967. Selon qu'ils habitent dans ou en dehors des Territoires, les Israéliens ont des réactions totalement différentes. Même pendant l'Intifada, quand vous étiez à Tel Aviv, les gens ne vous parlaient pas de l'Intifada. A Jérusalem, ils en discutaient un peu plus parce que c'était plus proche. Aujourd'hui seuls ceux qui sont directement concernés réagissent très fortement; d'ailleurs, selon moi, leur maintien là où ils sont deviendra impossible en raison même

de leur propre attitude. Est-ce que cela ira jusqu'à des actes d'indiscipline et de violence réelle et meurtrière? J'espère que non; mais je crains trop tout ce qui prend un caractère sacré et qui peut inciter des hommes à aller au-delà d'une conduite normale, parce que Dieu l'exige. C'est un grand point d'interrogation.

— *Dans votre ouvrage cosigné avec Hamadi Essid, vous disiez que la Jordanie est un Etat palestinien...*

Historiquement, c'est vrai. Il ne faut pas oublier que le mandat confié à l'Angleterre, en 1920, portait sur l'ensemble du territoire de la Palestine, y compris les territoires au-delà du Jourdain. C'est Winston Churchill qui a inventé le Royaume de Transjordanie en le détachant de la zone située entre le Jourdain et la Méditerranée. Donc s'il y a une définition historique et géographique de la Palestine, elle comprend effectivement ce qui s'appelle aujourd'hui la Jordanie.

— *A partir de là, avez-vous une idée de ce que pourrait être ce futur Etat palestinien et est-ce que vous employez ce terme dans cette phase intermédiaire?*

Je crois que l'identité nationale palestinienne qui n'a pas existé au siècle dernier, s'est forgée avec une force telle que l'on ne peut pas l'ignorer. D'ailleurs, je pense que les Israéliens ont largement contribué à la formation de cette identité, parce que l'occupation des territoires et l'exemple même de la formation d'une identité israélienne, ont été des facteurs importants pour que se construise cette identité palestinienne. Quand un peuple a le sentiment de son identité, il faut qu'il puisse l'exprimer et, malheureusement, cela passe toujours par une phase nationaliste. Il me semble difficile d'empêcher que naisse une nation palestinienne pour donner une expression à cette identité. Sera-t-il possible de faire coïncider l'expression publique officielle de cette identité nationale palestinienne — c'est-à-dire la création d'un Etat palestinien — avec une étape un peu plus large qui serait celle d'une fédération ou d'une confédération? Seul l'avenir le dira.

En ce qui me concerne, je souhaite que s'expriment une identité palestinienne et une identité israélienne, mais dans une forme qui maintienne l'unité du territoire de ce qu'on appelait la Palestine, Eretz Israël. Je considère que c'est essentiel. Il faut maintenir cette unité et, pour cela, tout ce qui permet aux individus de ne pas avoir de frontières à traverser et donc d'être plus chez eux quelque part mais aussi un peu chez eux ailleurs — et ceci dans les deux sens — me paraît fondamental. Je prêche cette idée-là depuis longtemps parce que c'est le seul moyen de répondre au sentiment profond des uns et des autres que toute la terre est à eux et que toute la terre soit aux deux. Comme chacun

d'entre eux a envie de vivre dans la réalisation de son identité, il faudra bien délimiter un territoire qui sera l'expression de son identité. Quelle sera la part jordanienne? Idéalement, je souhaiterais que l'ensemble du territoire du mandat britannique soit un territoire unique mais comment régler le problème entre les Jordaniens et les Palestiniens? Ce n'est pas mon affaire.

— *Avez-vous l'impression qu'après 45 ans de cohabitation "difficile", les Palestiniens et les Israéliens ont appris à mieux se connaître? C'est ce que disait Leïla Shahid lors du débat au Cercle Bernard Lazare. Dans votre livre vous disiez: "Après deux mille ans de retranchement, les Juifs ont un peu perdu l'habitude d'essayer de réfléchir en prenant en compte le point de vue de l'Autre parce que l'Autre ne prenait pas en compte leur point de vue". Pensez-vous que dans cette compréhension réciproque de l'Autre, des progrès décisifs aient été accomplis? J'ajoute que je vous pose cette question à la suite d'une intervention d'une auditrice du Cercle Bernard Lazare qui semblait s'étonner qu'il puisse exister un lien entre les Arabes et Jérusalem.*

Il n'y a pas eu, à mon avis, d'avancée spectaculaire dans la compréhension de la culture de l'Autre. Mais c'est vrai que Jérusalem a une importance considérable pour les Juifs parce que pendant deux mille ans ils se sont répété tous les jours "*l'an prochain à Jérusalem*". Ils ne disaient pas l'an prochain en Terre sainte, ils ne disaient pas l'an prochain sur la terre des ancêtres. Ils disaient: "*L'an prochain à Jérusalem*".

Il est très important que les Palestiniens comprennent que Jérusalem est non seulement le symbole de l'identité israélienne, mais aussi de l'identité juive tout entière. Jérusalem est la capitale du peuple juif quelle que soit la nationalité des membres du peuple juif. Vous ne trouverez jamais personne dans la communauté juive, même si vous prenez un athée, qui soit indifférent à Jérusalem. Il y a peut-être des exceptions... mais je crois que pour l'ensemble de ce peuple, c'est tout à fait fondamental. Ceci étant, personne ne peut nier que les Arabes sont à Jérusalem et que, par un coup de baguette magique, on va les transformer, pas même en Arabes israéliens!

Il y a donc un vrai problème et il faut espérer qu'un jour les gens auront l'intelligence de le résoudre. J'ai toujours été personnellement convaincu que la question de Jérusalem ne devait être abordée qu'à la fin des négociations; sans cela, on court à l'échec. Cette ville est chargée de tant de symboles pour les uns et les autres que l'on ne peut que constater leur complet désaccord. Mais si on parvient à dépasser les conflits, à vivre en commun, à organiser une vie côte à côte, à organiser à la fois le partage du territoire et son unité, je crois, qu'à ce moment-là, on trouvera des solutions intelligentes. Aujourd'hui vous pouvez voir dans la ville arabe de Jérusalem des drapeaux palestiniens: les Israéliens

ne les enlèvent plus. Il faut dépasser les blocages mais on ne transformera pas la ville. Il y aura toujours une ville arabe en dehors des murs. Il y aura toujours, à l'intérieur des murs de la vieille cité, des quartiers arabes. Il y aura toujours des quartiers juifs. C'est vrai que, pendant une certaine période, les Arabes n'ont pas toléré les Juifs et qu'ils n'ont pas permis un libre accès au Mur des Lamentations. C'est vrai que, pendant une période beaucoup plus longue, ils ont interdit l'accès à Hébron où il y a des lieux extrêmement importants pour les Juifs, puisque c'est là que leurs ancêtres sont enterrés. Tout cela est vrai, mais il faut le dépasser.

J'ai un ami palestinien qui a une boutique dans la vieille ville; je le fréquente depuis 15 ans au moins et, depuis tout ce temps, nous menons des pourparlers de paix... Cet homme remarquable m'a dit le 14 décembre 1987, cinq jours après le début de l'Intifada: "*Cette fois-ci, cela va durer*". Et aujourd'hui cet homme me dit: "*Il faut l'unité, il faut une Fédération entre nous et Israël; ce serait une catastrophe que la ville soit coupée en deux. Il faut que ça circule, sinon, on devra fermer boutique*". Je crois profondément que l'intérêt des deux est d'être aussi liés que possible.

— *Vous rejoignez les propos de Leïla Shahid déclarant qu'elle ne voulait plus revoir de barbelés entre les deux parties de Jérusalem...*

La reconnaissance de l'Autre et de sa culture prendra du temps. Les Israéliens se plaignent beaucoup du fait que les Egyptiens ne viennent pas en Israël alors que les Israéliens voyagent beaucoup en Egypte. Petit à petit, ces problèmes vont se résoudre. Ce qui est important finalement pour les Israéliens, c'est la peur qu'ils ont d'une atteinte à leur sécurité. Aujourd'hui, ils se demandent ce qui va se passer s'il y a, par exemple, un attentat à Jérusalem. Comment feront-ils pour poursuivre l'auteur dans ce qui ne serait plus leur territoire? Les autorités du futur Etat palestinien accepteront-elles de collaborer? Ce sont ces problèmes extraordinairement prosaïques que se posent les Israéliens. On peut supposer qu'il y aura une certaine collaboration à laquelle les deux parties ont intérêt.

— *Si le processus de paix devait échouer, ce que bien entendu nous ne souhaitons ni l'un ni l'autre, pouvez-vous imaginer une alternative?*

Non. Ce qui me frappe, c'est que pendant 26 ans, Israël a exercé un certain pouvoir sur les Territoires. Pendant une partie de ces années, le Likoud a été au gouvernement et il n'a jamais pris la moindre mesure susceptible d'encourager la population palestinienne à accepter le "Grand Israël". Au contraire, il a favorisé la construction d'implantations qui étaient considérées par les Palestiniens — assez logiquement —

comme des agressions. Pendant toute cette période, on n'a rien fait pour acclimater l'idée d'un "Grand Israël". Peut-être que l'idée était, même s'il s'en est défendu, de pousser les Arabes à partir. Mais cela n'a jamais été officiellement la politique d'Israël. Aujourd'hui on peut se rendre compte qu'il n'y avait pas réellement de politique israélienne. On maintenait un *statu quo* et on assurait la défense de l'ordre public dans les Territoires. Maintenant, depuis les accords d'Oslo, il y a une perspective politique. C'est la seule. Les prises de positions du Likoud ou de Tsomet ne proposent aucune ligne politique; ils vous disent: "*Nous voulons rester dans les Territoires, nous voulons que la souveraineté d'Israël s'étende jusqu'au Jourdain*". Et alors, que fait-on après? A Paris, le représentant du Herout, qui est plus libre de ses propos, dit: "*Il y aura un Etat juif et une population arabe*". Mais il refuse la nationalité israélienne à cette population arabe, tout en affirmant qu'elle sera respectée comme les étrangers le sont en Israël. Il ne se prononce pas sur le vote puisqu'en Israël les étrangers votent aux élections municipales. On ne peut pas concevoir un Etat démocratique avec une partie importante de la population — qui pourrait même être éventuellement majoritaire — privée de droits politiques. On ne peut donc pas dire qu'il y ait une autre perspective politique.

— *La coalition au pouvoir, Parti travailliste-Meretz-Shas est fragile. Pensez-vous qu'il y a un risque de ce côté là?*

Tant que la majorité de la population est en faveur des accords d'Oslo, je crois qu'il n'y aura pas de grande crise politique. Il peut y avoir une perspective politique qui consiste à dire: "*Nous allons nous replier sur nous-mêmes, tandis qu'à côté, les Palestiniens dans leur Etat feront la même chose*". Cette hypothèse qui est une sorte de retour à la situation d'avant 1967 est dangereuse et même mortelle. Personnellement, je ne l'accepterai pas. Il peut aussi y avoir une perspective de fédération dans laquelle Israël et la Palestine abandonneraient une partie de leurs prérogatives comme cela existe aux Etats-Unis ou en Allemagne. Cela me paraît cependant très difficile en raison de ce que je disais, tout à l'heure, sur le passage obligé par la nation pour la réalisation d'une identité. Reste alors le système de la Confédération équivalent, par exemple, à l'Union Européenne. Pourquoi pas? Il peut y avoir des lignes politiques différentes. Je suis contre la fermeture, mais entre les deux autres hypothèses je ne me sens pas à même de trancher.

Je pense que les Palestiniens ont besoin d'Israël pour que les autres Etats arabes les laissent exister. Car si les Israéliens se sont refusés pendant très longtemps à reconnaître l'identité palestinienne, les Etats arabes s'y sont refusés pendant plus longtemps encore. Dans ce cadre, je souhaiterais que, quelle que soit la formule adoptée au début, on aille

vers une forme de Fédération. De leur côté, les Israéliens ont besoin des Palestiniens pour être admis à l'intérieur de la région qui est principalement une région arabe. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours prétendu qu'il fallait commencer par traiter le problème palestinien avant de négocier avec les autres pays arabes.

— A ce propos, Leïla Shahid disait, lors de la réunion précitée, que la réussite de l'expérience israélo-palestinienne était une sorte de phare pour les démocrates réprimés et marginalisés dans la plupart des pays arabes. Si la démocratie palestinienne réussissait à exister, cela pourrait être — disait-elle — un encouragement pour eux dans leur combat contre l'intolérance d'où qu'elle vienne, des Etats ou de la mouvance islamiste. Vous la rejoignez sur ce point?

Je la rejoins volontiers. Je pense même que la raison pour laquelle la plupart des pays arabes voudraient empêcher l'existence d'un Etat palestinien, c'est celle-là même. Je me souviens d'une époque où des dirigeants français de haut niveau auxquels on parlait d'un Etat palestinien, répondaient que jamais les dirigeants des Etats arabes ne l'accepteraient.

— Qu'avez-vous à dire sur le retour des réfugiés?

Le retour des réfugiés là où ils ont vécu avant 1948, est complètement exclu. Il s'est installé là une culture, un mode de vie... On voit mal les Palestiniens revenir dans certains endroits où d'ailleurs leurs maisons n'existent plus et où il auraient du mal à s'insérer. Reste que l'Etat de Palestine accueillera les Palestiniens qu'il voudra; la question étant alors de savoir s'ils peuvent vivre dans ce cadre. Ces problèmes seront plus facilement résolus s'il y a une unité entre ce qui sera le futur Etat palestinien et ce qui est actuellement le territoire de la Jordanie. Je ne dis pas que c'est juste, mais on ne peut pas oublier le fait qu'il y a beaucoup de juifs en Israël qui étaient installés dans les pays arabes. Bien sûr les différences démographiques modifient les données. Il reste les indemnisations et les regroupements familiaux pour quelques Palestiniens.

Vous savez, les Israéliens ont été, à certains moments, favorables à l'installation des Palestiniens à Gaza sur des terres où ils auraient pu avoir une existence normale. Mais, à l'époque, il y a eu une opposition internationale fondée sur la Convention de Genève de 1949 qui interdit de déplacer les populations... Par ailleurs, la politique arabe était de les maintenir dans les camps comme moyen de pression internationale. Même le général Sharon, alors commandant de la région de Gaza, avait mis au point un plan d'installation des Palestiniens des camps, cela a été refusé par tout le monde. Les Conventions internationales pourraient parfois être interprétées plus intelligemment!

— *Pensez-vous que la Diaspora ait un rôle à jouer dans la consolidation du processus de paix? Henri Bulawko appelait, en conclusion de la réunion du Cercle Bernard Lazare, à la constitution d'un Comité pour la paix israélo-palestinienne. En feriez-vous partie?*

Je pense que chacun a un rôle à jouer mais en même temps je ne suis pas persuadé de l'utilité de tels comités. Bien sûr, tous ceux qui ont lutté depuis des années pour la paix se sentent un peu frustrés et moi le premier. J'ai pris le risque, pour moi naturel, de dire un certain nombre de choses comme, par exemple, dans ce livre avec Hamadi Essid alors que j'étais encore président du CRIF. Aujourd'hui, je ressens moins le besoin de m'exprimer puisque je suis d'accord avec la politique qui se fait en Israël. Je peux aussi répondre par une phrase que m'avait dite Teddy Kollék, lorsqu'il y a quelques années, je lui avais demandé ce que je pouvais faire; il m'avait répondu: "*Si tu étais venu t'installer en Israël, je saurais exactement quoi te donner à faire...*" Quand on n'y est pas vraiment, il y a des choses que l'on ne peut pas faire. On reste spectateur.

— *Si vous aviez en face de vous Hamadi Essid, que lui diriez-vous?*

Je crois que s'il était vivant, cette situation nouvelle serait pour nous deux une source de joie profonde et je regrette infiniment qu'il n'ait pas vécu ces événements. Il a lui-même contribué à une certaine évolution de la mentalité arabe. Je me souviens d'un coup de fil qu'il m'avait donné de Tunisie en 1988 pour me dire: "*J'ai fait une émission à la télévision tunisienne et j'ai dit cessons de parler de l'entité sioniste, l'Etat d'Israël existe. Cessons de considérer que les sionistes sont des criminels; moi j'ai dialogué avec un sioniste*". Il était heureux de me raconter tout cela. Je crois que notre rencontre a été, pour nous deux d'abord, un apprentissage d'un vrai dialogue qui a été parfois difficile. Quand j'ai lu sa partie du livre, avant notre dialogue, je me suis demandé s'il fallait continuer. Mais au fur et à mesure que nous nous sommes rencontrés, est née une véritable amitié dont j'ai mesuré toute la profondeur après sa

mort, devant l'attitude de son entourage à mon égard. Il était important pour moi de vérifier que le dialogue était possible avec une totale loyauté de l'un et de l'autre à l'égard du peuple ou de la communauté à laquelle nous appartenons. L'amitié est née du dialogue. Il nous arrivait d'être en désaccord et c'était normal. Chacun partait d'un point de vue différent mais acceptait d'entendre, d'écouter, de comprendre et de respecter l'autre.

Entretien conduit par
Régine Dhoquois-Cohen

Note:

Deux vérités en face, Hamadi Essid et Théo Klein, Editions Lieu Commun, 1988.